



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

56 | 2018

Un autre XIX<sup>e</sup> siècle : l'Inde sous domination coloniale

---

### Caroline FAYOLLE, *La Femme nouvelle. Genre, éducation, Révolution (1789-1830)*

Paris, Éditions du CTHS, 2017, 479 p., 18 euros

Isabelle Matamoros

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5863>

ISSN : 1777-5329

#### Éditeur

La Société de 1848

#### Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2018

Pagination : 259-261

ISSN : 1265-1354

#### Référence électronique

Isabelle Matamoros, « Caroline FAYOLLE, *La Femme nouvelle. Genre, éducation, Révolution (1789-1830)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 56 | 2018, mis en ligne le 15 octobre 2018, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5863>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# Caroline FAYOLLE, *La Femme nouvelle. Genre, éducation, Révolution (1789-1830)*

Paris, Éditions du CTHS, 2017, 479 p., 18 euros

Isabelle Matamoros

---

## RÉFÉRENCE

Caroline FAYOLLE, *La Femme nouvelle. Genre, éducation, Révolution (1789-1830)*, Paris, Éditions du CTHS, 2017, 479 p., 18 euros.

- 1 Issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2013, l'ouvrage de Caroline Fayolle comble un manque important dans l'historiographie de l'éducation des filles, entre les travaux de Martine Sonnet sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, et ceux de Françoise Mayeur et de Rebecca Rogers sur le XIX<sup>e</sup>. S'attachant, de la même façon, à étudier les débats sur les finalités de l'éducation des filles, la teneur des programmes d'enseignement et les pratiques éducatives dans les écoles, il complexifie l'approche en relevant la dimension proprement politique, à l'aune de l'événement révolutionnaire.
- 2 L'auteure réexamine des textes célèbres, ceux de Rousseau ou de Condorcet, mais exhume aussi un grand nombre de traités pédagogiques, textes législatifs, manuels scolaires, rapports d'inspection, lettres et pétitions d'institutrices, qui permettent de faire entendre les multiples voix s'exprimant sur la question de l'éducation des filles. Cet ensemble varié de sources montrent que celle-ci se loge au cœur du projet révolutionnaire, et tient dans la promotion d'une éducation nouvelle qui doit faire advenir la « femme nouvelle ». Mais l'idéal de régénération porté par 1789 connaît des reformulations essentielles dont l'historienne s'attache à retracer la chronologie. Après le décret Amar de 1793 fermant les clubs politiques féminins, les filles sont mises à « l'école de la raison » (p.156) pour stabiliser l'ordre républicain et éviter les excès

révolutionnaires. Et lorsqu'en 1802 Napoléon autorise la réouverture des congrégations enseignantes, il abandonne l'éducation des filles à l'Église et à la famille.

- 3 Les deux premières parties, portant sur les années 1789-1793, puis 1793-1802, sont les plus novatrices en ce qu'elles explorent une période jusque-là peu étudiée dans l'histoire de l'éducation des filles. Dans les premiers temps de la Révolution domine l'idéal de régénération de la nation par l'éducation et de perfectibilité des deux sexes par l'instruction. Les révolutionnaires relisent Rousseau. Tous, loin de là, ne prônent pas une éducation égalitaire des deux sexes, encore moins mixte, mais on oublie trop souvent que les premières lois scolaires prévoyaient également des écoles pour filles, tenues par des institutrices et non plus des religieuses. Les décrets de brumaire an II organisent l'école publique pour les deux sexes et montrent que la République se saisit de l'éducation des femmes, afin de lutter contre l'influence de l'Église. En passant utilement des lois et des traités aux pratiques éducatives, l'auteure étudie ensuite le fonctionnement inédit de ces écoles, où dans certains cas il s'agit bien d'éduquer les filles à la politique, de former de futures citoyennes : ainsi des participations des classes de filles aux fêtes patriotiques ou des récitations publiques de textes républicains, encouragées par les « institutrices de l'an II » (p. 139) qui politisent leurs enseignements, dans la mesure du possible ouvert par les réformes scolaires. On aurait aimé avoir davantage de données chiffrées sur ces écoles révolutionnaires : combien s'ouvrent et combien d'élèves sont concernées, en dehors de grandes villes ? Mais l'auteure met plutôt l'accent, ici, sur la manière dont certaines femmes se saisissent de cet interstice pour faire entendre leur voix en faveur de l'égalité. Des prises de positions de révolutionnaires, « féministes », oubliées voire décriées par l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle, comme celles de la Hollandaise Etta Palm d'Aelders ou de l'Anglaise Mary Wollstonecraft, éclairent alors l'enjeu de l'éducation en vue d'une égalité réelle entre les sexes et d'une redéfinition de l'universalisme.
- 4 Le tournant de 1793 puis les lois scolaires de 1794 et 1795 mettent un terme à cette dynamique. Il faut désormais civiliser les tricoteuses et les fanatiques, deux figures féminines qui incarnent les excès des premières années révolutionnaires. Pour cela, les autorités contrôlent plus strictement les écoles de filles, et progressivement, la différenciation des enseignements se fait plus marquée : la loi Daunou du 3 brumaire an IV interdit clairement la mixité et préconise, pour les filles, l'apprentissage des travaux de couture. Le Directoire, souligne l'historienne, réoriente les débats sur l'éducation des filles vers la question de la destinée « naturelle » des femmes et contribue ainsi à « naturaliser un ordre sexué, qui est aussi un ordre politique » (p. 200). Les années suivantes se situent alors davantage sur le combat d'idées, et même si des femmes auteurs comme Constance Pipelet, Germaine de Staël, Mme Gacon-Dufour revendiquent un droit à l'instruction et interrogent la place des femmes « savantes » dans la société post-révolutionnaire, l'auteure perçoit, dès les toutes premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, l'offensive des pédagogues conservateurs. C'est à la famille désormais de prendre en charge cette éducation. Aux mères surtout, puisque la littérature pédagogique de l'Empire puis de la Restauration prône une éducation par l'exemple : les filles doivent apprendre à être les doubles de leur mère.
- 5 Une fois la lecture de l'ouvrage achevée, cette chronologie fine fait ressortir encore plus nettement deux données essentielles. Malgré les voix – minoritaires – qui réclament une égalité dans l'éducation, celle-ci demeure traversée par des inégalités persistantes : les filles sont d'une manière générale moins scolarisées que les garçons, et moins longtemps ; les institutrices sont toujours moins rémunérées que leurs homologues masculins ; les

enseignements diffèrent en fonction des critères de citoyenneté associés à chaque sexe, et si aux filles revient rapidement l'apprentissage des travaux d'aiguille, l'éducation fabrique aussi les identités masculines. Sous le Directoire par exemple, les ouvrages de morale républicaine exaltent le « citoyen-soldat » capable de défendre sa patrie. La nouvelle conception de la féminité s'arme quant à elle sur une redéfinition de la conjugalité et de la maternité. Et les projets révolutionnaires, comme ceux de l'Empire et du début du siècle suivant ont pour point commun de s'inscrire en nette rupture avec l'éducation des filles sous l'Ancien Régime. Formant des femmes oisives, des mondaines voire des savantes, celle-ci représente à chaque fois l'épouvantail à éviter. La « bonne républicaine » doit être avant tout une « bonne mère » et une « bonne épouse ». Et pour pouvoir former de futurs citoyens actifs, il faut posséder un minimum d'instruction ; en cela, les femmes ont bel et bien une fonction politique dans la Cité. Progressivement une contradiction fondamentale surplombe pourtant le débat : comment maintenir un ordre hiérarchique et sexué, fondé sur l'inégalité de nature entre les sexes, tout en portant haut l'idéal de la toute-puissance de l'éducation ? L'auteure choisit de répondre à cette question de manière stimulante à l'aune de la division sexuelle du travail : initier, dès leur plus jeune âge, les filles au travail domestique, libérera du temps aux hommes pour l'exercice de leur fonction politique. C'est là que se loge le « sens de l'aiguille », avant que les travaux d'aiguille ne deviennent également un moyen de mettre au travail les filles du peuple et que ne s'impose, sous la Restauration, la figure de la ménagère. Toute la démonstration s'attache et réussit à expliciter ce qu'on entend par « femme nouvelle » (citoyenne, mère, épouse ?), les évolutions, sur un temps à la fois bref mais dense, des contours de cette féminité nouvelle, et le rôle de l'éducation dans cette construction. À interroger donc la fabrique des identités sexuées par l'éducation.